



**L'UE arrose la Calabre !  
Les travailleurs n'ont pas d'eau ni de logement !  
Les petits paysan(ne)s pas de revenu !**

Bruxelles, 4 octobre 2011

Cette année, par deux fois, l'UE alloue des fonds européens d'un total de 58 millions d'euros à la région Calabraise (communes de Rosarno, Gioia Tauro et San Fernando, Italie).

C'est avec stupeur que la Coordination Européenne Via Campesina (ECVC) découvre que ces subventions sont destinées à des investissements de loisirs: centre sportif, piscines, courts de tennis... alors que la situation des petits paysans et celles des milliers de travailleurs saisonniers regroupés sur cette zone ne cesse de se dégrader.....

En janvier 2010, un important conflit touchant tant les conditions de travail, de logement et de protection sociale des travailleurs que la baisse des prix des oranges avait éclaté. Des violences intolérables furent commises à l'encontre des travailleurs qui réclamaient des conditions d'emploi et de logements décentes.

Une telle situation sociale mérite un autre traitement que l'ignorance et le mépris.

ECVC réaffirme avec force que l'Europe a besoin de tous ses paysans et que les travailleurs de la terre ont besoin de salaires corrects et de conditions de vie décentes.

Dans environ un mois, les milliers de migrants qui vivent et travaillent dans cette région vont commencer la récolte des oranges. Si dans certains endroits, des programmes de logement social ont été lancés pour permettre aux gens de se loger, ceux-ci restent très minoritaires et ressemblent souvent à la constitution de ghettos établis loin des regards et des lieux de vie, sans commerce de proximité ni de transports adéquats. Pour l'immense majorité des travailleurs, la situation n'aura pas évolué d'un pouce et des centaines d'entre eux vont devoir, quel que soit leur statut, continuer à errer de maisons délabrées ou abandonnées en logements insalubres.

ECVC conteste ce choix délibéré d'investissements de loisirs alors qu'une grande partie de la population paysanne et les travailleurs de la terre sont « oubliés » des soutiens institutionnels.

ECVC réaffirme avec force l'urgence de la mise en place de soutiens aux petites exploitations qui permettent de pérenniser leurs activités en obtenant un revenu de leur travail.

Par ailleurs, ECVC exige de l'UE la mise en place de la conditionnalité sociale des aides et le contrôle de son efficacité, afin de privilégier le respect des droits des travailleurs plutôt que les bénéfices des capitaines d'entreprises.

Ainsi seulement pourra avancer, en droit, le principe de souveraineté alimentaire.

**Contacts:**

Fabrizio Garbarino: +393471564605

Nicolas Duntze: +33677748649